

Faits divers et variés

Bétaille :

Les municipales n'ont pas toujours été un fleuve peinarde. A Bétaille, où le siège du notable sortant Delrieu « sans étiquette » mais « multicolore » quand même, paraissait bien calé. Sauf qu'une liste FdG animée par des camarades du PG est venue troubler l'eau qui stagnait là depuis 1977 (sept mandatures).

Avec 30 % des voix, et deux élus, le temps des ronronnements opaques pourrait bien être dépassé dans cette commune.

PPP à Souillac :

Alors que le maire sortant PS avait annoncé qu'il allait se retirer, la cellule du PCF s'était prononcée pour la constitution d'une liste de large union de la gauche, capable de conserver, à gauche la gestion de cette ville où, bon an mal an la gauche est, le plus souvent, majoritaire.

C'était sans compter avec le candidat officiel du PS qui voulait un engagement public de toute la liste à soutenir le gouvernement Hollande. Ni avec le maire socialiste sortant qui, avant de céder son siège, a tenu à faire voter un PPP (Partenariat Public Privé) pour construire à Souillac un local (400m²) pour le Pôle-Emploi du Nord du Lot qui engageait la municipalité dans une dette totale, intérêts compris, de 4,3 millions d'€ sur 25 ans alors que Pôle-Emploi ne veut signer qu'un bail de 9 ans avec un loyer ne couvrant que 2/3 des annuités. Le local actuel, propriété du Conseil Général (200 m² de plancher), étant jugé insuffisant pour abriter 19 postes de travail.

Comme s'il fallait encore illustrer les penchants du PS, et de l'UMP, à transférer, ici via Pôle-emploi, la dette de l'Etat sur les collectivités locales.....

Finalement, ce vote, ajouté à la politique Hollande, a ouvert, toutes grandes, les portes à la droite qui s'est même payé le luxe de surfer contre le fameux PPP, qui, pourtant, est une invention pure du sarkosisme bêlant. A 10 % des voix le PS crève le plancher de son influence à Souillac, pendant que la droite pulvérise, avec un divin 80 %, ses meilleurs plafonds chastagnolesques !

Saint Céré : Hollande sauve Destic

Pour la première fois depuis 95, la gauche était unie derrière le socialiste Bruno Lucas. Mais malgré une très belle campagne de la liste de gauche, Destic sauve largement son siège, et ce malgré quelques « casseroles » qui vont l'obliger à clarifier certains de ces choix. Parce que là, Hollande même avec Valls ne lui sera d'aucune aide

D'abord il va devoir expliquer, ou revoir, l'implantation de la Maison Médicale aux « champs » alors que des

bâtiments libres et spacieux existent au centre ville, et que les praticiens existants sont hostiles à cet « exil » préjudiciable à l'espace urbain de Saint Céré.

Alors que l'alimentaire revient en centre-ville, voilà que le Maire de Saint Céré exporte les services, les plus sociaux qui soient, près de la station d'épuration. Une pétition, parcourt la ville, viendra-t-elle à bout de l'entêtement du maire réélu ?

Autre pierre d'achoppement apparue lors de ces élections est la position de P Destic partant, avec les socialistes de Cahors, pour la « grande communauté » de Payrac à Sousceyrac, alors que son alter égo F Gervoson, Pdg d'Andros, fraîchement élu à Bretenoux, s'est publiquement déclaré partisan de la petite communauté (Saint Céré-Bretenoux-Sousceyrac) ?

Bretenoux : Le match de trop....

Jean Launay ne méritait sans doute pas d'être remercié sans ménagement par les citoyens de sa ville, où il n'habite plus, mais qu'il a géré très convenablement pendant six mandats consécutifs.

Ce résultat est la conjonction de querelles personnelles avec des contingences politiques internes au PS du Lot qui lui reprochent, ici une trop grande proximité avec Montebourg, le NON au référendum de 2005 et là sa position hostile à la grande communauté chère aux caciques solfériniens Malvy et Miquel. Le tout s'est, évidemment, ajouté à la sanction anti-Hollande.

La dette.... d'un particulier à celle de l'Etat....

Quand un particulier économise, ses revenus ne baissent pas forcément. C'est toute la différence avec l'Etat qui, lui, perd de plus en plus de revenus (impôts et taxes) au fur et à mesure qu'il serre la ceinture des citoyens.... C'est pourquoi la comparaison gestion familiale-gestion de l'Etat dont on nous rebat les oreilles dans les médias du capital n'est qu'une vaste fumisterie (du verbe « enfumer »).

De même, la dette de l'Etat n'a rien à voir avec l'euro, elle n'est apparue qu'à partir du moment (1973) où les Etats ont décidé de confier la création monétaire aux banques privées sous forme d'emprunts alors qu'auparavant ils payaient leurs dépenses avec les recettes du fisc, le fond de roulement des chèques postaux, la Caisse des Dépôts et Consignations et la planche à billet. Le tout sans aucun intérêt !

D'ailleurs, qui peut citer une banque en faillite à cause d'une dette étatique ?...C'est elles et elles seules qui sont les gagnantes du système surtout que plus un Etat est endetté et plus les intérêts (merci aux agences de notation) qu'il doit leur verser, montent. Voilà pourquoi l'austérité, FN, UMP ou PS, avec le zéro croissance qui suit, n'effacera jamais la dette.

C Nastorg

Mai 2014

Périodique édité par la
Section PCF du Haut-Quercy
Site : www.pcf.lot.fr
pcf46@wanadoo.fr
29 Avenue du Maquis
46000-Cahors

Au pied du Causse

Dimanche 25 Mai

L'Humain d'abord

Ce n'est pas qu'un avertissement, mais bien une vraie débâcle qui a été infligée au pouvoir de **M. Hollande**, lors de ses élections municipales, des 23 et 30 Mars 2014, comme nous l'avons tous constatés !

La question européenne se présente aujourd'hui sous un jour radicalement nouveau par rapport à toutes les périodes passées. La crise qui frappe tous les pays membres de l'Union européenne jusqu'à précipiter certains d'entre eux dans une véritable descente aux enfers consacre l'échec retentissant d'un certain type de construction européenne.

Dans ce contexte, ces élections européennes du **25 mai 2014**, seront particulièrement décisives pour redonner la parole aux citoyens qu'on leur a confisqué après le référendum du 25 mai 2005.

Ceci pour stopper l'austérité et ouvrir la voie du redressement social, économique et écologique de notre pays.

La démonstration est faite depuis ces dernières années, que les différentes politiques d'austérité, ne font que dégrader plus durablement encore les conditions de vie et de travail de millions de femmes et d'hommes, ainsi que leurs droits sociaux et politiques.

Voilà pourquoi, nous devons œuvrer, sans attendre, pour favoriser l'expression des convergences les plus larges possibles en France, au delà de la sphère d'influence du Front de Gauche et en Europe.

La priorité doit être donnée au développement social et humain, à la solidarité et à la transition écologique.

Libérons les États de la dictature des marchés financiers par un nouveau contrôle des banques, en changeant les missions de la Banque Centrale Européenne.

Son pouvoir de créer de la monnaie, doit servir à financer l'emploi, les services publics et le développement économique et social.

Et aussi en opposition, au projet de marché unique Transatlantique (Voir pages suivantes). C'est tout le sens du vote pour la liste « Front de Gauche »

Votons et faisons voter

Front de Gauche

William Gout
Secrétaire de la Section



TAFTA : Les USA dans tous leurs Etats... ...et dans tous nos Etats

Les deux objectifs du TAFTA

- 1-Faire disparaître toutes les barrières douanières de la zone, quelles soient tarifaires (13 % en moyenne à l'entrée dans l'UE, 7 % à l'entrée aux USA) ou normatives. Aux USA, un produit peut être vendu tant qu'un procès ne l'a pas condamné ; dans l'UE un produit ne peut être vendu que s'il respecte les normes en vigueur.
- 2-Remplacer, pour régler tous les litiges commerciaux, les tribunaux publics par des groupes d'arbitrages privés désignés par les parties concernées (ex affaire Tapie) ; Ce qui conduit, comme le réclament systématiquement les firmes, à un affaiblissement continu des normes (ex : Le Canada, et les USA, continuent d'utiliser largement l'amiante). Cette procédure pourrait être généralisée à tous les contentieux où seraient impliquées les firmes privées.

Privatisations, on n'a pas encore tout vu

La mise en concurrence des prestations proposées par les entreprises privées, avec celles des secteurs publics européens inciterait les états européens, à les privatiser !
Selon la clause du « **traitement juste & équitable** », les États pourraient être poursuivis pour avoir favorisé leurs services publics.
Les assurances privées étrangères pourraient attaquer en justice les caisses d'assurance maladie pour **concurrence déloyale** ! Les retraites par répartition de base (assurance vieillesse), et complémentaires (ARRCO, AGIRC) pourraient être démantelées au profit des compagnies d'assurance privées.
Pôle Emploi devrait être **privatisé**, ou serait attaqué en justice par les sociétés d'Intérim pour concurrence déloyale !, et favorisant ainsi inéluctablement les perspectives d'accroissement du Chômage en Europe.

Qui est concerné ?

Tous les états et toutes les collectivités, de la région à la commune, qui en dépendent, ainsi que toutes les activités économiques. Une commune gérant directement un réseau d'eau potable, une cuisine centrale ou une maison médicale pourrait être accusée d'entrave à la liberté du commerce

Ratification

Prévue pour 2015, elle fera l'objet d'un vote au parlement européen qui sera élu le 25 mai prochain. La droite et les socialistes soutiennent toujours le mandat de négociation de la commission. Hollande, à Washington, a demandé que celle-ci soit accélérée !

TAFTA qu'es acco ?

Trans-Atlantic Free Trade Aréa en anglais
Libre commerce dans la zone transatlantique en français
Négociation entre les USA, le Canada et l'UE pour libéraliser le Commerce dans le grand Occident. Elle ont commencé en 2013, Elles doivent être terminées le 31 décembre 2015. La moitié du commerce et des investissements mondiaux sont concernés par ces tractations opaques conduites, pour le compte des 28 états européens par l'UE. Le mandat de la Commission Européenne n'a pu être connu que grâce à des fuites. 147 compagnies contrôlant 43000 firmes, sont concernées.
La vie future de chacune de nos sociétés humaines est donc en jeu!

Plombier polonais : le retour...

L'emploi est particulièrement visé dans le projet TAFTA, ou les entreprises souhaitant délocaliser dans les états concernés par celui-ci, où les salaires sont inférieurs, seraient protégées.
L'inspection et le code travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement .

Agriculture : Vous avez aimé la PAC....

Dans le secteur agricole, c'est en fait la mort annoncée de millions de petits agriculteurs en France, comme en Europe. Un bilan a pu être fait au Mexique qui, depuis 20 ans, participe au traité ALÉNA signé entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. D'après la confédération syndicale états-unienne elle-même, un million d'emplois ont été perdus du fait de la baisse des tarifs douaniers entre ces trois Pays. Nos normes, plus strictes que les normes américaines et internationales (niveaux de pesticides, contamination bactérienne additifs toxiques, OGM, Hormones, etc) pourraient être condamnées comme « barrières commerciales illégales ». Les produits alimentaires seraient banalisés et pourraient servir de monnaie d'échange au détriment de la sécurité et de l'autonomie alimentaire des états.

Brevetage à perpétuité

La Propriété Intellectuelle au travers de l'Accord Commercial Anti-Contrefaçon visant à étendre la propriété intellectuelle, mis en échec en 2012, pourrait ainsi faire son retour grâce au *Traité Transatlantique*. Le droit américain permettant, en effet, de breveter à peu près tout. Par exemple, alors qu'en Europe, les médicaments composés de molécules découvertes dans les années 1960 & 1970, ne sont plus sous Brevets, peuvent être ainsi produits sous la forme de génériques, moins chers, cette possibilité n'existe pas aux USA.

Que faire ?...

**Pour bloquer çà, je vote
le 25 Mai pour la liste
Front de Gauche !**